

Qui aurait peur des consultations nationales ?

Par Jean J. Nzinahora

Je suis habitué à entendre dire, à travers les multiples conférences de presse, que, d'une manière générale, les consultations nationales sur la mise en place des mécanismes de justice de transition se déroulent bien, grâce à une équipe qui se donne corps et âme. J'ai même eu l'occasion de l'observer sur terrain. Cependant, j'ai fait le constat malheureux que l'équipe est en train de subir des attaques qui risquent de compromettre dangereusement le travail.

En effet, au-delà de ce qui est appréciable et visible, des chuchotements qui me sont parvenus et que je ne saurais taire méritent une attention et une analyse appropriées. J'ai à cet effet pris du temps nécessaire pour faire des recoupements, avant de livrer les considérations qui suivent.

Le contrat de l'expert international mis fin à al fin de novembre

Ce que j'ai entendu lors des consultations à Makamba à la mi-octobre 2009 est hors du commun. Un quidam dont le rôle dans les consultations ne m'est pas apparu clair, racontait gaillardement, derrière le dos de l'expert international qui supervise l'équipe sur terrain, que le PNUD ne prorogera pas le contrat de ce dernier au-delà de la période initiale qui s'achève à la fin de novembre 2009. En quoi cela l'intéressait-il? Je n'ai rien compris. Par la suite, l'éclairage m'est venu de ce que l'information a eu un effet sensationnel inattendu pour plusieurs raisons.

D'abord, d'après les sources concordantes et dignes de foi, le concerné n'en était pas au courant, ce qui est pour le moins anormal. Que cela se passe au PNUD est inouï. Ensuite, cela revient carrément à une modification du mode de gestion du projet. Ni la partie gouvernementale, ni la société civile n'ont bougé d'un pouce. Bizarre !

L'expert serait, selon toujours les mêmes sources, placé sous une double ligne de rapport, PNUD et Office du Haut Commissaire aux droits de l'homme. Pourtant, il semblerait que le responsable de l'Office n'était pas informé de la décision du PNUD. Doublement bizarre !

De là déduire des complicités au sein des trois entités : Gouvernement, société civile, Office et une pression sur le PNUD me laisse perplexe. Pourtant, le PNUD aurait félicité l'expert pour le travail exceptionnel d'encadrement de l'unité de gestion. Le faire partir alors qu'il n'a pas été recruté pour laisser les consultations en cours de route comporte du flou. Mais là encore, d'après les mêmes sources, il aurait fallu une modification en bonne et due forme du projet.

Le PNUD aurait félicité l'expert ... qu'a-t-il donc fait recevoir un carton rouge avant la fin du jeu ?

Qu'a-t-il donc fait pour qu'il reçoive des fleurs – à juste titre mérités puis que les consultations nationales se déroulent bien – et un carton rouge avant la fin du jeu ? Soit quelqu'un voudrait récolter les fruits de ce qu'il n'a pas semé, soit il se prépare un torpillage de la suite des consultations. La deuxième hypothèse paraît la plus plausible.

D'après un observateur, tout remonte à une étape antérieure des consultations quand le président du Comité de pilotage tripartite, M. Festus Ntanyungu, a voulu donner des ordres à l'informaticien du projet qui appuie les consultations, à l'insu de l'expert international qui le supervise. Celui-ci s'y serait publiquement opposé et M. Ntanyungu n'aurait pas digéré cela. N'ayant pas réussi à contrôler l'expert, il le fait partir pour avoir la mainmise sur l'informaticien.

Avec le départ de l'expert international, l'informaticien n'osera pas refuser d'obtempérer à ses injonctions, puisque même le BINUB qui supervise l'expert vient ainsi de démontrer qu'il se conforme à ses caprices. Les autres membres du Comité de Pilotage Tripartite, aussi bien nationaux qu'internationaux, sembleraient absents et laissent libre cours à la volonté de M. Ntanyungu ? On saura ici que même Mme Françoise Ngendahayo, va être absente ou partir définitivement du Comité, pour rejoindre les fonctions d'enquêteur international dans les massacres de Conakry. Ntanyungu va rester seul et faire le beau et le mauvais temps. Ce ne sont pas les Joseph Ndayizeye et Eularie Nibizi qui vont faire face à Ntanyungu !

Après le départ de l'expert, qui va superviser le projet ? D'après nos sources, le PNUD estimerait que l'unité de gestion est capable de poursuivre les consultations de façon autonome. Ce qui reste à démontrer. S'il est vrai que la machine est en marche, il est tout aussi exact qu'elle ne peut continuer à avancer sans chauffeur, tout au moins aussi compétent, disponible et engagé que l'actuel. D'après les observateurs sur terrain, la capacité de l'unité de gestion est dans son ensemble appréciable, mais ajoutent-ils, à y regarder de près, l'une des chaises placées en premier rang est presque vide. La capacité de l'unité de gestion est relative et ne peut servir de base pour faire partir l'expert. Sans oublier également l'équilibre qui était maintenu grâce à l'expert. En son absence Ntanyungu ne s'en tiendra qu'à sa tête et à celui qui l'a mandaté, à savoir un autre personnage d'ombre qu'est M. Wagara, chef de cabinet civil du président.

De la même manière que l'on nous promet de bonnes élections tout en les torpillant

Quels sont les effets possibles sur les consultations ? Suivant les mêmes sources, les effets pourront se situer aux deux étapes qui restent à franchir, après le tour des provinces, à savoir : la consultation de la diaspora qui vient d'être annoncée et le traitement des données.

De la même manière que l'on nous promet de bonnes élections tout en les torpillant, l'on est allé dans des consultations sans le vouloir parce que l'on a toujours peur des résultats et de leur mise en œuvre, en particulier du tribunal spécial, alors tous les moyens sont bons, voire les torpiller.

La consultation de la diaspora, si elle n'est pas bien préparée et conduite, pourrait servir d'alibi pour remettre en cause toutes les consultations qui se sont pourtant bien déroulées. Il revient à tous les intervenants d'éviter d'en arriver là après tant d'efforts déployés à travers le pays.

Il y a lieu également de craindre une manipulation au niveau du traitement des données. Dans un projet aussi sensible que délicat, le poste d'expert international aurait été prévu pour éviter toute tentative de manipulation des données et des résultats. D'après nos informations, personne ne parvenait à maîtriser l'expert en partance, ce qui pourrait expliquer la coalition contre lui. En son absence, tout devient possible. La suppression du poste de l'expert international constitue une ouverture aux manipulations.

Ntanyungu s'entretenait déjà secrètement avec l'informaticien. Les Nations Unies devraient sérieusement considérer cette situation.

A qui incombe la responsabilité: le Représentant Exécutif du Secrétaire Général, M. Mahmoud et le Directeur Pays du PNUD, M. Gustavo Gonzalès.

Enfin, la société civile devrait jouer correctement son rôle pour que ces consultations ne soient pas des consultations « alibi », des consultations dont les contributions des populations seront classées sans suite. Il est temps que la vérité et la justice dont il est question depuis 10 ans commencent à devenir une réalité.

Dans ce jeu d'un rare cynisme, la responsabilité doit être mise au clair. Il revient à la société civile d'exiger que les personnes intéressées au premier chef, surtout au niveau du système des Nations Unies au Burundi, de donner la lumière sur ces manipulations qui se montent au moment où les consultations donnaient espoir à tout observateur qui a suivi le processus. Les personnes à qui incombe cette responsabilité sont : le Représentant Exécutif du Secrétaire Général au Burundi, M. Mahmoud et le Directeur Pays du PNUD, M. Gustavo Gonzalès. Les deux personnalités onusiennes sont tombées dans le piège du duo Wagara-Ntanyungu qui est le maître de l'ouvrage de manipulation pour que la vérité n'éclate jamais au grand jour et que la justice ne soit rendue. Les représentants de la société civile dans le Comité Tripartite doivent donner rapport dans l'immédiat auprès de ceux qui les ont mandatés.

Jean J. Nzinahora